

# Les Chrétiens pourraient changer le monde

Durant la période du Carême, du 17 février au 3 avril, rendez-vous sur France Culture chaque dimanche à 16h pour une série de conférences proposée cette année par le pasteur Samuel Amédéo, sur le thème « Les Chrétiens pourraient changer le monde ».



*Illustration pour Carême Protestant © EPUdF*

Peut-on faire Carême en étant protestant ? Tout dépend de la manière dont on envisage le Carême... Carême et protestantisme semblent ne pas vraiment aller ensemble, si on l'envisage de manière stricte et sous la forme d'un jeûne, et associer les deux termes comme le fait Carême protestant dans une série de conférences diffusées chaque année sur France Culture ne peut qu'impliquer une pratique bien différente.

Le Carême ne fait pas partie de la tradition protestante. Essentiellement pour des raisons historiques. Au tout début du protestantisme, les Réformateurs ne se sont pas prononcés à son sujet. Le carême était trop associé à un contexte de bonnes oeuvres, à un esprit de contrition contradictoire avec l'idée de Grâce. Par la suite, tout ce qui ne relevait pas de la Grâce seule a été rapidement abandonné. De ce fait, le carême est tombé en désuétude chez les protestants, qui sont, de surcroît, relativement étrangers au fait de se fixer des règles de conduite pour une période particulière.

Et pourtant, cela fait maintenant plusieurs années que les protestants retrouvent l'utilité de ce temps précédant Pâques. Il n'existe, bien entendu, aucune règle institutionnelle en la matière. Mais le Carême peut, dans notre vie chrétienne, correspondre à un temps de réflexion. Une période pendant laquelle on peut se demander, ou se redemander, ce que signifie être disciple du Christ dans notre quotidien...

## Carême protestant 2021



Samuel Amedro, pasteur à la paroisse du Saint Esprit à Paris propose une série de six conférences à retrouver sur France Culture chaque dimanche à 16h durant la période de Carême :

***Comment être soi dans la complexité du monde d'aujourd'hui ?***  
Être soi face au pouvoir politique. Être soi devant le « dieu

argent ». Être soi face aux rêves portés par la science. Être soi dans un monde numérique omniprésent. Être soi quand rien ne vient dévier le cours d'une catastrophe climatique. Kierkegaard aurait répondu « Tu dois aimer ! »

C'est la vocation du chrétien : ni dénonciation ni pure adhésion. Pour essayer de changer le monde, tentons ensemble une parole libre : il n'y a pas d'amour sans liberté.

C'est le défi que je voudrais relever avec vous. "Là où le péché a abondé, la grâce a surabondé" (Romains 5,20)

- 1er dimanche 21 février : « ***En guise d'ouverture : Soyons subversifs !*** »
- 2è dimanche 28 février : « ***Les chrétiens doivent-ils faire de la politique ?*** »
- 3è dimanche 7 mars : « ***Que faire avec le dieu de l'argent ?*** »
- 4è dimanche 14 mars : « ***La Science pourrait-elle nous sauver ?*** »
- 5è dimanche 21 mars : « ***Les 7 défis capitaux de la culture web pour nos Églises ou comment dire l'Évangile dans un monde numérique ?*** »
- 6è dimanche 28 mars : « ***Notre planète a-t-elle encore un avenir ?*** »

Les 6 conférences sont diffusées :

- en [podcast](#) ;
- en rediffusion le lundi suivant à 21h30 sur Fréquence protestante ;
- en brochure au prix unitaire de 20€ : [cliquez ici pour commander](#) !

## L'histoire de Carême protestant 1928

Le Pasteur Boegner présente sa première conférence dans sa paroisse de l'Annonciation. Il sera suivi par bien d'autres pasteurs. Pendant l'occupation, le Pasteur Boegner se battra avec la censure allemande pour que ses conférences soient retransmises par la radio. Il gagnera. Les retransmissions n'avaient pas le retentissement qu'elles ont actuellement ; les postes de radio n'étaient pas aussi nombreux.

## 1981

Le titre de « Carême protestant » apparaît pour la première fois – une trouvaille qui va faire une percée fulgurante dans tous les milieux et qui est maintenant déposée comme une marque. Peu à peu, le cercle des auditeurs de toutes confessions s'agrandit et comprend 25% de catholiques intéressés par la pensée protestante. Les conférences sont éditées en brochures, en cassettes audio et en CD qui connaissent un bon succès. « Carême protestant » fait partie des émissions satellites de France Culture qui couvrent l'Europe et le bassin méditerranéen, jusqu'en Égypte.

## Depuis 1997

« Carême protestant » a son propre site internet, et les prédications sont proposées en intégralité aussitôt après Pâques.

---

# Appel à témoins !

**En 2021 le Défap fête ses 50 ans. Et pour que cet**

anniversaire ne soit pas qu'une simple commémoration, nous avons besoin de vous : anciens envoyés prêts à partager leur témoignage et à dire ce que leur mission pour le Défap a changé dans leur vie, paroisses prêtes à accueillir ces témoins... Nous voulons vous mettre en relation et enclencher une dynamique pour que ce Cinquantième soit aussi l'occasion de rencontres dans toutes les régions. Contactez-nous !



La sagesse populaire est riche d'expressions imagées, qui trouvent leur forme dans les proverbes. Des expressions dont l'apparente simplicité va parfois chercher au plus profond, au plus caché de la nature humaine ou de notre rapport au monde. Il n'est pas anodin que l'un des livres de la Bible ait pris justement cette forme et ce titre de «Proverbes»... Et s'ils semblent parfois contradictoires, les associer peut alors déboucher sur de nouvelles images d'une richesse inattendue. «Il n'y a que les montagnes qui ne se rencontrent pas», nous dit l'un ; or, un autre (inspiré, précisément, d'une parole de Jésus rapportée dans les Évangiles) nous assure justement que «la foi déplace les montagnes»...

**Voilà ce qu'est la mission !** La mission est déplacement ; la mission est rencontre, et, au-delà de la rencontre elle-même, elle est foi mise en action qui permet de **mettre en relation**

*même ce qui était destiné à ne jamais se rencontrer.* Elle permet de déplacer toutes nos montagnes, de réduire les distances géographiques, historiques ou culturelles, de créer des ponts là où n'existaient que des précipices.

*Depuis cinquante ans, le Défap a été catalyseur de telles rencontres* ; aussi, à l'occasion des célébrations de notre Cinquantenaire, nous faisons appel à vous. Vous, anciens envoyés du Nord et du Sud qui avez vécu la rencontre à travers le Défap ; vous, paroisses qui êtes prêtes à recueillir aujourd'hui leurs témoignages.

## **Manifestez-vous !**

Vous, qui avez été *envoyés un jour, hier ou avant-hier, depuis la France ou de l'étranger* ; vous qui avez largué les amarres pour vivre la rencontre, le partage, la fraternité en tant qu'enseignant·e, animateur·rice, personnel médical, agronome, technicien·ne, ingénieur·e, pasteur·e, étudiant·e, groupe de jeunes, paroisse... ***votre expérience nous intéresse !*** Nous avons besoin de vous ! Nous l'avons entendu de plusieurs d'entre vous, votre vie n'aurait pas été la même sans cet «envoi en mission». Cette expatriation a été fondatrice de vos existences. Votre regard sur les gens, sur les choses, sur le monde a changé. Alors, si la rencontre vous a déplacés durablement, ***osez partager votre témoignage***, avec ses ombres et ses lumières ! ***D'autres ont besoin de le découvrir...*** des jeunes... et des moins jeunes aussi !

Parce que nous souhaitons que ce Cinquantenaire puisse être l'occasion de rencontres dans toutes les régions, nous proposons à d'anciens envoyés du nord et du sud, et à des paroisses, de se rencontrer. Que ces rencontres soient en présentiel, en visio ou épistolaires, l'idée est de découvrir ensemble les richesses des expressions de foi, des cultures et des parcours des uns et des autres. Pour cela, nous avons besoin de ***l'accord d'un maximum de personnes pour témoigner ou recueillir un témoignage*** afin de vous mettre en contact.

Par ailleurs, nous souhaitons aussi partager des **témoignages sur les réseaux sociaux** durant les 50 jours entre Pâques et la Pentecôte. Pour cela, aussi, **nous avons besoin que d'anciens envoyés se portent volontaires pour que nous puissions les contacter**. Alors, que vous soyez d'ancien(ne)s envoyé(e)s ou des paroisses, si vous voulez participer à cette aventure du Cinquantenaire du Défap, inscrivez-vous ci-dessous :

Monsieur Madame

Votre nom  Votre E-mail

Votre relation avec le Défap

---

**Dis-moi la mission !**



# Centrafrique : l'état de Bangui, appels religieux à la paix

Alors que l'ONU a mis en garde contre le risque de pénuries à Bangui, dont les groupes rebelles ont coupé les principales voies d'approvisionnement, des offensives gouvernementales ont permis de reprendre du terrain. Face à ces violences grandissantes dont la population est la principale victime, l'Église catholique a lancé un appel au dialogue. Dans ce pays où les structures sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble.



*Patrouille de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République*

Face aux tentatives des groupes rebelles d'asphyxier Bangui, les forces armées centrafricaines (les Faca) s'efforcent de desserrer l'étau : en ce 25 janvier, le gouvernement a annoncé deux opérations qui auraient permis de reprendre le village de Boyali, à 90 km de la capitale, et surtout la ville de Boda, à 124 km. Le 17, c'était la ville de Bangassou, aux mains des rebelles depuis début janvier, qui avait été reprise sans combats. Ce passage à l'offensive des troupes gouvernementales intervient après des attaques coordonnées lancées jusque dans Bangui même, qui avaient été repoussées à la mi-janvier. Depuis décembre, les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) ont commencé à bloquer les trois principales routes permettant d'acheminer de l'approvisionnement dans la capitale.

Ces groupes, après avoir largement entravé les opérations de vote lors de la présidentielle, contestent désormais la réélection du président Touadéra, qui a obtenu 53,16% des voix mais au terme d'un scrutin où deux électeurs sur trois n'ont pu voter. Depuis le 21 janvier, l'ensemble du territoire est sous état d'urgence pour une durée de 15 jours. L'émissaire de l'ONU en Centrafrique, Mankeur Ndiaye, déplorant une «grande désertion» des forces de sécurité centrafricaines, a réclamé au Conseil de sécurité une «augmentation substantielle» du nombre de Casques bleus déployés dans le pays, et du matériel militaire. Mais d'autres renforts sont déjà présents sur place : désormais, aux 12.000 militaires de la force de maintien de la paix de la mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca) présents depuis 2014, s'ajoutent des centaines de soldats rwandais et paramilitaires russes envoyés à la rescousse du président Touadéra.

**Le rôle clé des Églises dans un pays**

## ravagé

Le CPC présente une alliance improbable de groupes, dont certains se sont combattus ces dernières années. Parmi eux se trouvent des groupes armés du nord de la RCA qui composaient auparavant la Séléka – l’alliance qui a renversé le gouvernement de François Bozizé en 2013, déclenchant des années de conflit. Il comprend également des milices anti-Balaka, que Bozizé est soupçonné d’avoir contribué à mettre en place en 2013 pour combattre la Séléka. L’ex-président, qui a été empêché de se présenter aux urnes de décembre par la Cour constitutionnelle, fait actuellement l’objet d’une enquête du parquet pour avoir soutenu le CPC. Tous les groupes composant cette coalition se partagent de fait plus des deux-tiers du territoire, où ils contrôlent les très lucratives filières de l’or et des diamants, et rackettent la population. Des avantages bien plus importants que ceux que pouvait leur apporter l’accord de Khartoum, huitième tentative en date de trouver un chemin de stabilisation du pays, qui offrait pourtant à divers chefs de guerre des postes au sein du gouvernement. Et les ressources tirées des divers trafics pourraient aussi leur offrir les moyens, à terme, d’une attaque d’envergure sur Bangui.

Conséquence de cette hausse des violences, la situation des civils – dans un pays où une personne sur quatre était déjà déplacée à l’intérieur du pays ou vivant en tant que réfugiés à l’étranger – s’est encore aggravée. Et à Bangui, jusqu’alors relativement épargnée, les étals des marchés sont à moitié vides. Le prix des marchandises a grimpé en flèche alors que des centaines de camions restaient bloqués dans la ville frontalière camerounaise de Garoua Boulai – incapables de traverser en raison de la présence rebelle le long de la route principale. L’ONU a mis en garde contre des pénuries de nourriture et de médicaments dans la capitale. En Centrafrique, deuxième pays le plus pauvre du monde, plus d’un tiers de la population (soit 1,9 million de personnes) est

déjà confronté à un niveau élevé d'insécurité alimentaire, selon l'ONU.

## **«La misère du peuple centrafricain est indicible»**

Pour maintenir le lien dans le pays, les Églises font partie des rares institutions à rester debout. C'est dans les Églises que beaucoup de familles fuyant les violences vont chercher refuge, comme tout récemment à Bouar, où elles ont accueilli des milliers de personnes qui ne savaient où dormir. Réunis en session plénière du 9 au 17 janvier, les évêques de Centrafrique ont publié un message appelant à la fin des violences, en soulignant : «La misère du peuple centrafricain est indicible.» Présentant ce message commun intitulé : «Lève-toi et marche», l'Abbé Cédric Rodrigue Kongbo Gbassinga, secrétaire général des évêques de Centrafrique, a souligné : «Nous appelons à un dialogue sincère et franc, fraternel et constructif pour trouver une paix juste et durable en repoussant la haine, la violence et l'esprit de vengeance.»

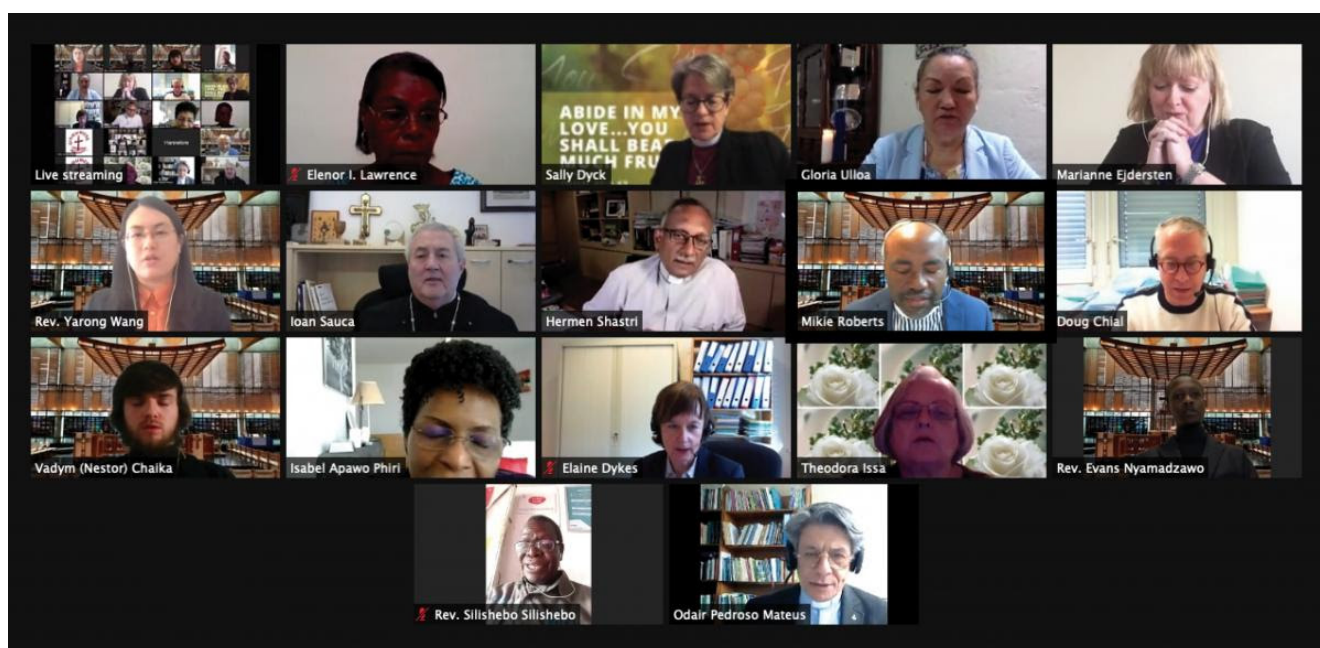
Au-delà de cet appel des évêques, les diverses religions présentes dans le pays ont tenté de jouer ces dernières années un rôle d'apaisement, notamment à travers la plateforme interreligieuse pour la paix (Interfaith Peace Platform), créée par l'archevêque de Bangui Dieudonné Nzapalainga, le pasteur et président de l'Alliance évangélique Nicolas Guérékoyamé-Gbangou (qui avait été reçu au Défap), ainsi que l'imam et président du Conseil islamique Oumar Kobine Layama, décédé en novembre dernier à 62 ans. Les Églises jouent aussi un rôle irremplaçable de soutien auprès des populations dans ce pays très majoritairement chrétien. Depuis des années, le Défap accompagne notamment l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale (lire : [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)). Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises présentes ailleurs sur le territoire centrafricain, comme

l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA) ; des relations ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes).

---

## Quand une prière en ligne abolit les frontières

En point d'orgue de la Semaine de prière pour l'unité chrétienne, le Conseil œcuménique des Églises (COE) a organisé le 25 janvier sa toute première prière œcuménique mondiale en ligne, attirant des participants du monde entier qui se sont réunis dans un esprit d'espoir.



*Participants de la prière œcuménique mondiale pour l'unité chrétienne. Photo: COE*

Le secrétaire général par intérim du COE, le père Ioan Sauca, a souhaité la bienvenue aux participants, soulignant que le format en ligne permettait aux gens de prier ensemble où qu'ils se trouvent. «La pandémie mondiale a montré combien nous sommes fragiles en tant qu'êtres humains, mais aussi combien nous pouvons être créatifs et résistants lorsque nous prions et travaillons ensemble pour apporter de l'espoir et un sentiment de sollicitude les uns envers les autres et envers la famille œcuménique au sens large», a-t-il déclaré. «Nous sommes un seul monde et une seule famille humaine».

Le thème de cette année, avec des documents préparés par la Communauté de Grandchamp en Suisse, était «Demeurez dans mon amour et vous porterez du fruit en abondance».

## **«Nous sommes un seul monde et une seule famille humaine»**

La prière est l'un des fruits que nous portons lorsque nous demeurons dans l'amour du Christ, a relevé le père Ioan. «Lorsque nous nous réunissons pour prier, nous le faisons pour affirmer et exprimer notre vocation commune à prier pour l'unité des chrétiens et la réconciliation au sein de notre famille humaine.»

Dans un message pastoral, Mme Agnes Abuom, modératrice du Comité central du COE, a indiqué que nous sommes appelés, en tant que chrétiens et Églises, à passer de la séparation à la pleine communion dans la foi, la vie, la mission et le témoignage, une communion visible. «C'est la vocation fondamentale du Conseil œcuménique des Églises», a-t-elle déclaré. «Mais nous ne répondons à cette vocation qu'en priant ensemble pour la réalisation de cet appel et de cette vision.»

Sa Béatitude l'archevêque Anastasios d'Albanie a parlé de l'importance du témoignage commun. «Il apparaît clairement qu'il ne suffit pas de recevoir et de bénéficier des

bénédictions et des dons divins», a-t-il déclaré. «Il est certain que nous sommes également obligés de partager sa vérité et son amour avec les autres.»

Le cardinal Kurt Koch a réfléchi sur Jésus en tant que racine et soutien de toutes les Églises et des différentes traditions chrétiennes. «Au cœur même d'un œcuménisme fécond, il y a la prière», a-t-il déclaré. « Nos relations œcuméniques indiquent les voies qui peuvent mener au rapprochement, à la coexistence pacifique, à la coopération et à la fraternité entre toutes les personnes.»

Le service comprenait également de la musique, des lectures lues en alternance par les membres du Comité central du COE, les responsables du personnel et l'équipe de la Vie spirituelle, ainsi que des images inspirantes qui ont rassemblé la communauté en ces temps où beaucoup sont physiquement séparés.

La Semaine de prière pour l'unité chrétienne est organisée conjointement par le COE et le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens de l'Église catholique romaine depuis 1968.

---

## **L'invitation du COE à une prière mondiale en ligne**

Pour clôturer la Semaine de prière pour l'Unité des Chrétiens, qui se tient du 18 au 25 janvier 2021, le Conseil œcuménique des Églises appelle à une prière mondiale en ligne. Rendez-vous le lundi 25 janvier à

l'adresse [oikoumene.org/live](http://oikoumene.org/live).



Traditionnellement, la Semaine de prière pour l'unité des chrétiens est célébrée du 18 au 25 janvier, entre les fêtes de saint Pierre et de saint Paul, surtout dans l'hémisphère nord. Elle est organisée conjointement par le Conseil œcuménique des Églises (COE) et le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens de l'Église catholique romaine depuis 1968. Dans l'hémisphère sud, où janvier est une période de vacances, cet événement est souvent célébré à d'autres dates, par exemple autour de la Pentecôte, qui également une date symbolique de l'unité.

Chargée de préparer l'édition 2021, la Communauté de Grandchamp, en Suisse, a choisi le thème « Demeurez dans mon amour et vous porterez du fruit en abondance » (cf. Jn 15:5-9). Cela a permis aux 50 sœurs de la communauté, issues de confessions et de pays divers.es, de partager la sagesse de leur vie contemplative dans l'amour de Dieu.

***Le Pasteur François Clavairolly, Président de la Fédération protestante de France, nous invite à célébrer la semaine de prière pour l'Unité chrétienne du 18 au 25 Janvier 2021***

Pour cette année 2021 marquée par les préoccupations de santé publique qui limitent les rassemblements physiques, le père Ioan Sauca, secrétaire général par intérim du Conseil œcuménique des Églises, a invité la famille œcuménique du monde entier à se joindre au COE pour un service de prière en public et en direct le 25 janvier, dernier jour de la Semaine de prière. Il se tiendra à 15h, heure française, à cette adresse : [oikoumene.org/live](https://oikoumene.org/live). «Cette célébration mondiale en ligne nous permettra de prier ensemble où que nous soyons», a déclaré le père Ioan. «La prière est l'un des fruits que nous portons lorsque nous demeurons dans l'amour du Christ.»

«Ce temps de prière, ajoute-t-il, sera l'occasion de faire connaissance avec les *Prières des pèlerins*, le nouveau volume du Calendrier de prière œcuménique. Ce livre de référence nous aidera chaque semaine dans notre engagement à prier avec et pour les peuples et les Églises du monde entier. La prière est l'un des fruits que nous portons lorsque nous demeurons dans l'amour du Christ. Que notre temps de prière ensemble le 25

janvier renouvelle notre engagement à répondre à l'appel en 1 Thessaloniens 5,17 de «prier sans cesse».

---

## «Un dispositif qui va contraindre l'expression de la vie culturelle»

Alors que le texte «confortant le respect des principes de la République» doit être débattu à partir de ce lundi en commission spéciale à l'Assemblée nationale, le pasteur François Clavairoly, président de la Fédération Protestante de France, a redit sur le plateau de Télésud les doutes et les inquiétudes du protestantisme français.



*François Clavairoly sur le plateau de l'émission «L'entretien*

Les députés de l'Assemblée nationale ouvrent en commission spéciale ce lundi les débats autour du projet de loi «confortant le respect des principes de la République». Plus de 1700 amendements ont été déposés ; une partie d'entre eux ont été déclarés irrecevables dès dimanche par la commission pilotée par l'ancien président de l'Assemblée nationale et ancien ministre François de Rugy. Alors qu'une tribune [«Associations présumées coupables ?»](#) a été publiée par [le Mouvement associatif](#), groupement qui affirme représenter une association sur deux en France, le pasteur François Clavairoly, président de la Fédération Protestante de France, invité sur le plateau de l'émission [«L'entretien du jour»](#) de Télésud, a une fois de plus exprimé les doutes du protestantisme français.

Au cours de cet entretien d'une vingtaine de minutes diffusé le 14 janvier, à quelques jours de l'ouverture des débats, le président de la FPF a notamment eu l'occasion de rappeler ce qu'implique le régime de laïcité dont s'est dotée la

République : «L'État, ou la République, ne reconnaît aucun culte, mais organise l'espace juridique pour que tous les cultes puissent s'exprimer dans la société (...) L'État est laïc, la République est laïque, mais la société, elle, doit être le lieu où peuvent se vivre les différents cultes présents sur le territoire.» La laïcité est ainsi «un principe politique juridique. Elle n'est pas une valeur que nous pourrions tordre en essayant, au nom de la laïcité, de neutraliser religieusement la société, c'est-à-dire d'effacer tout ce qui pourrait ressembler à du religieux.»

D'où les inquiétudes suscitées au sein de la FPF par le projet de loi «confortant le respect des principes de la République», qui, a souligné François Clavairoly, «au lieu de favoriser l'expression culturelle» risque de mettre en place «un dispositif qui va contraindre l'expression de la vie culturelle. Il ne faudrait pas qu'un tel projet de loi contraigne les religions ou les mette sous contrôle (...) Il ne faut pas, au nom de la lutte contre l'extrémisme, mettre en doute la liberté de culte et la liberté d'expression».

Cet entretien intervenait quelques jours après son audition devant la commission spéciale de l'Assemblée Nationale, au cours de laquelle le président de la FPF était venu avec Jean-Daniel Roque présenter le plaidoyer de la FPF contre certains aspects inquiétants de ce projet de loi.

Consultez le plaidoyer de la FPF concernant ce nouveau projet de loi ci-dessous.

- [Lettre du président de la FPF](#)
  - [Projet de loi confortant le respect des principes de la République – Éléments de plaidoyer – janvier 2021](#)
-

# Et la mission commence !

Une année avec les Actes des apôtres : méditation du jeudi 14 janvier 2021. Nous prions pour nos envoyés au Sénégal.



© Pixabay.com

*« Il y avait dans l'Église d'Antioche des prophètes et des docteurs : Barnabas, Siméon appelé Niger, Lucius de Cyrène, Manahen, qui avait été élevé avec Hérode le tétrarque, et Saul. 2Pendant qu'ils servaient le Seigneur dans leur ministère et qu'ils jeûnaient, le Saint-Esprit dit : Mettez-moi à part Barnabas et Saul pour l'oeuvre à laquelle je les ai appelés. 3Alors, après avoir jeûné et prié, ils leur imposèrent les mains, et les laissèrent partir. » Actes 13, 1-3*



Barnabas, homme bienveillant, accorde sans hésiter sa confiance à Saul le converti. Malgré son passé et sa réputation de persécuteur des chrétiens, il l'accompagne et l'introduit auprès des apôtres. Pour l'église naissante, c'est le tandem idéal pour que la mission commence.

Barnabas a certainement un rôle éminent dans la maturation de celui qui deviendra Paul. Il est de ceux qui, par leur personnalité et leurs qualités humaines, offrent une présence positive et féconde.

C'est à ses côtés et certainement grâce à lui que la pensée de Saul s'est structurée, lui permettant d'exprimer à Antioche le contenu de sa mission avec autant d'assurance et de justesse. C'est ici que Saul, le leader, se révèle pleinement en prenant la parole à l'invitation des chefs de la synagogue pour délivrer un témoignage puissant du Christ ressuscité.

Si nous savons identifier avec certitude les personnes qui nous ont blessés, et parfois même ceux qui nous sont toxiques, savons-nous reconnaître les personnes qui nous accompagnent, qui cheminent à nos côtés, dont les paroles et la présence bienveillante sont formatrices pour nous et nous rendent meilleurs ?

Dieu n'attend pas de nous que nous soyons des super héros de la foi, ni que nous devenions instantanément des parfaits chrétiens (existent-ils d'ailleurs ?), mais que nous empruntions avec confiance le chemin qu'il ouvre devant nous, que nous apprécions les compagnons de route qu'il nous offre, et le temps d'apprentissage qu'il nous accorde pour devenir ce que nous devrions être : des témoins joyeux du Dieu vivant !



**Prions :**

*Ô Dieu, en Jésus-Christ,  
Sois à notre côté sur les chemins de la foi.  
Suscite en nous à chaque rencontre le désir d'accueillir  
l'autre et d'être à l'écoute de son histoire.  
Donne-nous des cœurs reconnaissants pour les compagnons de  
route que tu nous donnes.  
Ravive notre volonté d'écouter ta Parole.  
Qu'elle nous éclaire dans nos décisions, qu'elle illumine  
notre route, et nourrisse nos amitiés.  
Que ton Esprit nous encourage et nous accompagne pour  
témoigner joyeusement de la vie que tu offres en abondance.  
Amen.*

---

## **Assassinat d'Éric de Putter : la justice française rend un non-lieu**

**L'enseignant et théologien français, envoyé par le Service protestant de mission, avait été assassiné au Cameroun le 8 juillet 2012. Un article publié par l'hebdomadaire Réforme le 13 janvier 2021**



*Palais de justice de Paris © Benh LIEU SONG, licence creative commons, Wikimedia Commons*

L'enseignant et théologien français, envoyé par le Service protestant de mission, avait été assassiné au Cameroun le 8 juillet 2012.

Le tribunal judiciaire de Paris a rendu une ordonnance de non-lieu dans l'affaire portant sur le meurtre d'Éric de Putter, jeune théologien assassiné en juillet 2012 sur le campus de l'Université protestante d'Afrique centrale (Upac), à Yaoundé au Cameroun.

Le juge d'instruction, qui enquêtait sur cette affaire depuis 2012, avait adressé une demande d'entraide pénale aux autorités camerounaises, précisent les avocats Apolline Cagnat et William Bourdon, qui représentent la famille d'Éric de Putter. Mais après de "multiples relances" et malgré l'accord de coopération judiciaire signé entre la France et le Cameroun, cette demande est restée lettre morte.

## **Dénonciations de corruption**

“Ce refus catégorique des autorités camerounaises d’exécuter la demande d’entraide a empêché l’autorité judiciaire française de mener les investigations utiles, et donc d’identifier les responsables de l’assassinat d’Éric de Putter, détaillent les avocats. Personne ne pouvant être poursuivi, le juge d’instruction n’a eu d’autre choix que de rendre une ordonnance de non-lieu.”

Pour les proches du jeune théologien, envoyé par le Service protestant de mission (Défap), Éric de Putter a été assassiné pour avoir dénoncé à plusieurs reprises le fonctionnement de l’université. “Nous pensons que ce refus de coopérer, en violation donc de l’accord de coopération judiciaire, trouve sa source dans les dénonciations de corruption au sein de l’Upac par Éric de Putter avant son décès, qui d’évidence sont à l’origine de son assassinat, soutiennent les avocats. La diplomatie française a été interpellée à plusieurs reprises. Nous nous interrogeons nécessairement sur le fait qu’un tel refus puisse être ainsi a priori laissé sans suite et donc sur les démarches et actions qui ont pu être celles de la France pour convaincre le Cameroun de coopérer, et tout simplement donc d’exécuter une convention dont il est signataire.”

## **Ne pas oublier**

Au Défap, on confie toujours travailler à “garder vive” la mémoire de ce drame “pour ne pas oublier”. “Le Défap a toujours souhaité se constituer partie civile dans cette affaire, non pour se substituer à la famille, mais pour que la justice française n’abandonne pas le dossier en arguant de trop nombreuses difficultés, confie Basile Zouma, son secrétaire général depuis juillet 2019. Mais la justice française nous l’a refusé.”

Avant sa mort, Éric de Putter avait formulé des critiques virulentes contre l’Upac, et plus spécifiquement contre le climat de corruption qui y régnait. Le Défap collabore

toujours avec l'université aujourd'hui, pour des raisons qu'explique son secrétaire général : "C'est une question que nous avons prise très au sérieux, car la corruption est en effet endémique au Cameroun, indique Basile Zouma. Mais si nous avons coupé les ponts, nous aurions abandonné à la vindicte les individus qui luttent de l'intérieur pour la justice et pour une société plus égalitaire. Nous avons décidé de continuer à soutenir leur combat, qui est essentiel."

## **Le manque d'éléments nouveaux**

Reste que pour la famille et les proches du théologien protestant, cette décision judiciaire tombe comme une nouvelle désillusion. "Ce non-lieu ne met pas un terme à la possibilité d'identifier un jour les responsables de l'assassinat d'Éric de Putter, déclarent toutefois maître Apolline Cagnat et maître William Bourdon. Mais il faudrait que des éléments nouveaux apparaissent pour conduire à la réouverture de l'enquête."

*Par Louis Fraysse*

---

# **Loi sur les principes républicains : la FPF redit ses inquiétudes à Médiapart**

Quelques jours après l'audition de la Fédération Protestante de France par la commission spéciale créée par l'Assemblée nationale sur le «Projet de loi confortant le respect des principes de la République»,

le pasteur François Clavairoly a pu réaffirmer les doutes du protestantisme français lors de l'émission «À l'air Libre» de Médiapart. L'appel lancé par la Fédération Protestante de France a déjà été repris par les trois Églises fondatrices du Défap : l'EPUdF, l'UEPAL et l'Unepref.



*François Clavairoly sur le plateau de l'émission «À l'air Libre» © Médiapart*

Invité sur le plateau de l'émission «[À l'air Libre](#)» de Médiapart le 11 janvier, le pasteur François Clavairoly, président de la FPF, a une fois de plus exprimé les doutes du protestantisme français concernant le projet de loi confortant les principes républicains. Était également invité, le grand rabbin de France, Haïm Korsia sur le même sujet.

*(François Clavairoly et Haïm Korsia à partir de 24'30)*

L'interview intervient une semaine après son audition devant la commission spéciale de l'Assemblée Nationale, au cours de laquelle le président de la FPF était venu avec Jean-Daniel Roque présenter le plaidoyer de la FPF contre certains aspects inquiétants de ce projet de loi.

Consultez le plaidoyer de la FPF concernant ce nouveau projet de loi ci-dessous.

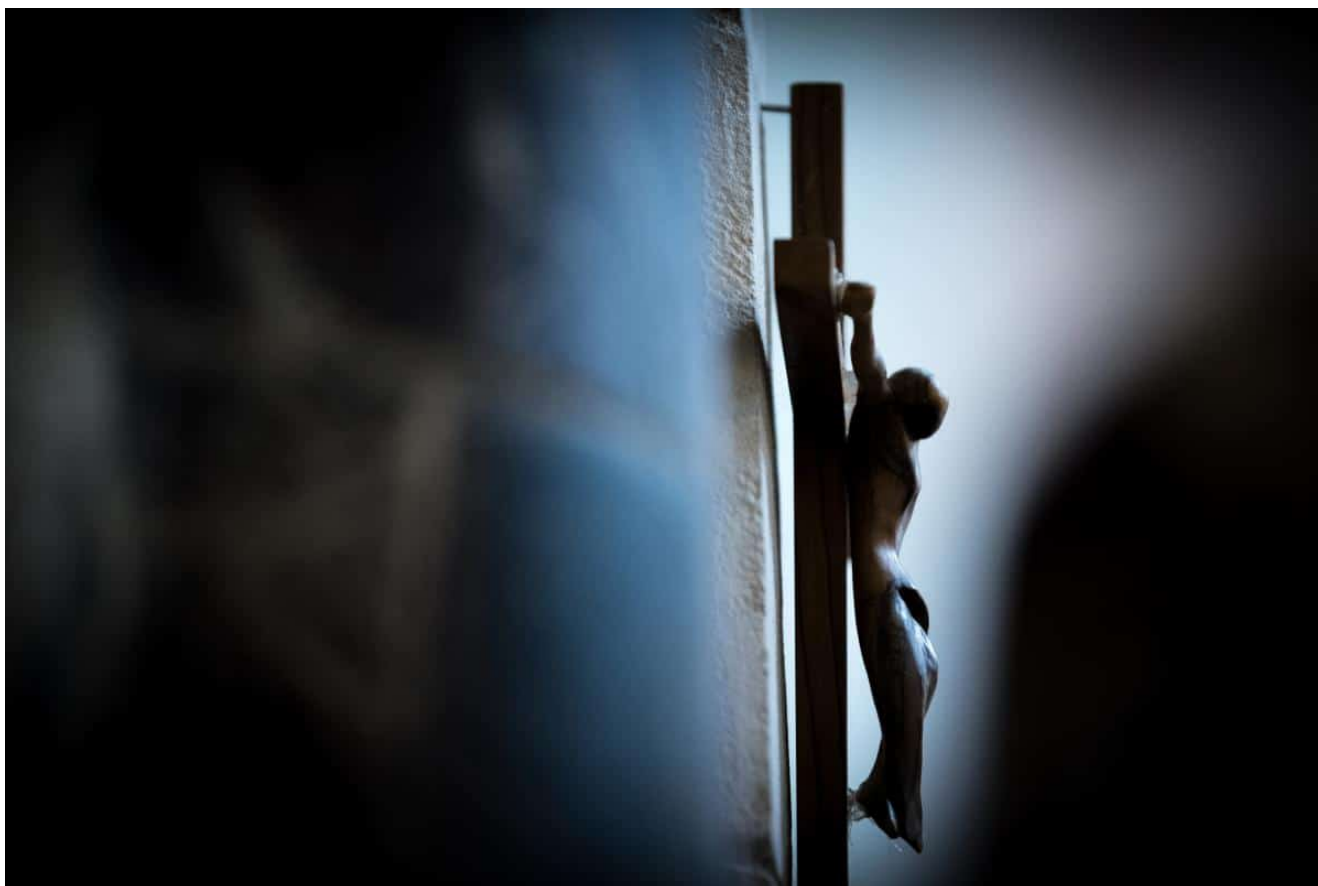
- [Lettre du président de la FPF](#)
- [Projet de loi confortant le respect des principes de la République – Éléments de plaidoyer – janvier 2021](#)

---

**Les chrétiens du monde entier**

# se préparent à se rassembler dans la prière pour l'unité

Bien que la pandémie de COVID-19 continue de se propager dans le monde entier, les derniers préparatifs sont en cours pour l'un des plus grands événements de prière au monde, traditionnellement célébré du 18 au 25 janvier. La Semaine de prière pour l'unité des chrétiens réunit des communautés chrétiennes de nombreuses traditions et de toutes les régions du globe.



Alors que les préoccupations de santé publique limitent les rassemblements physiques, cette manifestation œcuménique offre aux églises la possibilité de se rassembler autour d'une pratique typiquement chrétienne, bien antérieure aux moyens de transport modernes : la prière.

La Semaine de prière pour l'unité des chrétiens est organisée conjointement par le Conseil œcuménique des Églises (COE) et le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens de l'Église catholique romaine depuis 1968. Dans l'hémisphère sud, où janvier est une période de vacances, cet évènement est souvent célébré à d'autres dates, par exemple autour de la Pentecôte, qui également une date symbolique de l'unité.

***Le Pasteur François Clavairolly, Président de la Fédération protestante de France, nous invite à célébrer la semaine de prière pour l'Unité chrétienne du 18 au 25 Janvier 2021***

Chargée de préparer l'édition 2021, la Communauté de Grandchamp, en Suisse, a choisi le thème « Demeurez dans mon amour et vous porterez du fruit en abondance » (cf. Jn 15:5-9). Cela a permis aux 50 sœurs de la communauté, issues de confessions et de pays divers.es, de partager la sagesse de leur vie contemplative dans l'amour de Dieu.

«Il n'est pas toujours facile de rester en Christ, de demeurer dans son amour», dit Sœur Anne-Emmanuelle Guy, du prieuré de Grandchamp. «La vie quotidienne au sein de la communauté me permet de tester mon amour des autres et de Dieu. Car comment puis-je prétendre aimer Dieu si je n'aime pas ma sœur, mon frère, qui vivent à mes côtés?»

Pour le pasteur Odair Pedroso Mateus, secrétaire général adjoint par intérim du COE et directeur de sa Commission « Foi et constitution », le parcours de prière décrit dans le livret de la Semaine de prière peut nous aider à rester unis en tant que communauté, y compris en cette période où nous sommes obligés de respecter des règles de distanciation physique afin de protéger les plus vulnérables: «La prière implique souvent une sorte d'isolement personnel, afin de concentrer notre esprit et notre cœur sur l'amour du Christ. Toutefois, lorsque nous prions pour l'unité, nous entrons en communion plus étroite avec nos frères et sœurs en Christ.

---

## **Violences post-électorales en Centrafrique**

En République centrafricaine, l'annonce début janvier du résultat de l'élection présidentielle du 27 décembre, et de la réélection dès le premier tour de Faustin-Archange Touadéra, est intervenue dans un contexte de reprise des violences : les groupes rebelles qui contrôlent les deux tiers du territoire ont pris plusieurs villes et provoqué la fuite de dizaines de milliers de personnes. Dans ce pays où les

structures sont détruites et les institutions défailtantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Parmi celles dont le Défap soutient les actions figure ainsi l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa.



*Patrouille de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine) © DR*

Le résultat du vote du 27 décembre a été annoncé le lundi 4 janvier par la commission électorale : Faustin-Archange Touadéra, président en exercice de la République centrafricaine (RCA) et candidat à sa propre succession, a été déclaré réélu dès le premier tour de la présidentielle, avec 53,92% des voix. Se détachant ainsi nettement parmi les 16 candidats qui briguaient la présidence en ordre dispersé, et au sein desquels l'ancien Premier ministre Anicet Georges Dologuélé n'arrivait deuxième qu'avec 21,01% des suffrages

exprimés.

Mais ces résultats, qui doivent encore être validés officiellement par la Cour constitutionnelle, sont déjà rejetés par la coalition rebelle qui contrôle de fait plus des deux-tiers du territoire ; les opérations de vote se sont ainsi déroulées dans un pays en proie à une nouvelle offensive de ces groupes armés qui avaient juré de «prendre le contrôle de tout le territoire». Au cours des dernières semaines, les forces rebelles ont pris une série de villes, y compris la ville du sud-est de Bangassou. La capitale, Bangui, reste sous la protection des Forces armées centrafricaines (FACA) – renforcées par des militaires russes et des troupes rwandaises – et des soldats de la paix de l'ONU.

## **Des élections largement perturbées**

Faustin-Archange Touadéra voulait initialement retarder le scrutin présidentiel en raison de la pandémie de Covid-19, mais en a été empêché par la cour constitutionnelle. Plusieurs candidats de l'opposition ont exploité le mécontentement populaire à l'égard de l'accord de paix de Khartoum (le treizième accord de paix en Centrafrique), qui a accordé aux chefs rebelles des postes au gouvernement, malgré les crimes de guerre commis depuis le début de la guerre civile en 2013. Facteur aggravant les tensions, parmi les candidats ayant postulé à la présidence le 27 décembre, figurait l'ancien dirigeant François Bozizé, rentré en RCA fin 2019 après six ans d'exil. Sa candidature a été invalidée par la Cour constitutionnelle peu avant l'offensive rebelle, et Faustin-Archange Touadéra l'a aussitôt accusé d'être derrière cette «tentative de coup d'État». Conséquence : près de deux ans après la signature de l'accord de Khartoum, le niveau de violence à travers le pays n'a absolument pas diminué, comme le souligne Hans De Marie Heungoup, analyste pour l'Afrique centrale à l'International Crisis Group.

Des milliers de personnes ont été empêchées de voter ou

privées de leur carte d'électeur, jamais arrivée en raison de l'insécurité. Dans d'autres régions, le vote n'aurait tout simplement pas pu avoir lieu car des centaines de bureaux n'ont pas ouvert. Selon l'Autorité nationale des élections (ANE), sur 1,8 million d'électeurs enregistrés avant le scrutin, seulement 700.000 Centrafricains se seraient rendus aux urnes. Nombre d'électeurs auraient vu par ailleurs leur bulletin de vote détruit. L'opposition a dénoncé des «fraudes massives» – ce qu'ont fait également de nombreux observateurs étrangers.

## **Les Églises, artisans de paix**

Avec la reprise de ces violences, le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, estime que 185.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays depuis le 15 décembre, tandis que plus de 30.000 Centrafricains ont fui vers les pays voisins. Mais avant même cette nouvelle offensive des groupes rebelles, la RCA faisait face à l'une des plus graves urgences humanitaires au monde: un Centrafricain sur quatre – quelque 1,2 million de personnes – était déjà déplacé par les années de conflit. Dans de nombreuses régions, l'accès des agences d'aide est difficile et la malnutrition est en hausse car de nombreuses communautés reçoivent peu d'assistance.

Dans ce pays où les structures collectives sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Elles jouent un rôle irremplaçable auprès de la population, aident à panser les plaies de la guerre et plaident pour l'apaisement. Au cours des dernières années, le Défap a tout particulièrement accompagné l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale (lire : [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)). Parmi ses projets en cours figure ainsi le financement du forage d'un puits à Morija, où a été construite une école. Mais il est aussi en lien avec d'autres

Églises qui interviennent dans d'autres régions, dans des conditions tout aussi difficiles et qui ont les mêmes besoins ; c'est notamment le cas de l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA), qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et instable. Des relations ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes).